



## Déclaration SNEP-FSU

### CDUNSS du Vendredi 20 septembre 2024

Mesdames, Messieurs les membres du CDUNSS de l'Essonne,

C'est dans un contexte politique en crise profonde que le SNEP-FSU tient à rappeler ici son attachement aux valeurs humanistes de rencontre, de partage, de respect et de tolérances qui sont au cœur du projet du sport scolaire essonnien que nous cherchons ensemble à préserver et promouvoir.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour faire le bilan de la saison dernière et lancer celle de l'année scolaire qui vient tout juste de débiter. 2023/2024 a une nouvelle fois été marquée par le dynamisme du sport scolaire 91 grâce à l'engagement de nos élèves (23081 licencié-es !) et à l'investissement des animateurs/trices d'AS, des coordonnateurs et coordonnatrices de district et à l'impulsion de nos cadres UNSS91. Mais à peine le rideau retombé sur les formidables JOP 2024 que nous venons de vivre et qui, aux dires du plus grand nombre ont été une belle réussite, que déjà inquiétudes et interrogations sur l'avenir du sport à l'école occupent l'esprit de toute une profession...

La mise en place du choc des savoirs en collège et les contraintes engendrées par la mise en place de groupes de niveaux dans les emplois du temps nous font craindre la captation des mercredis après-midi pour dégager des créneaux de cours sur les temps dédiés au sport scolaire comme cela a déjà pu être le cas dans les lycées après la réforme Blanquer.

L'accord cadre transport a contribué à l'augmentation drastique des tarifs des cars pour les compétitions UNSS. Au bout d'un an et demi, nous constatons que le nombre d'AS participant aux rencontres UNSS a diminué significativement. Dans notre département 3 districts collèges ont dû stopper leurs rencontres avant le mois de juin. Cela risque fort de conduire certaines AS vers un repli sur soi. Nous rappelons que la rencontre est au cœur du projet de l'UNSS c'est l'angle d'attaque du nouveau PNDSS « La rencontre au cœur » et que malheureusement, l'application de l'accord cadre ne fait qu'inciter à l'AS de l'entre soi. Dans nos enquêtes de rentrées jamais nous n'avons eu autant d'observations sur la diminution du nombre de rencontre. De ce modèle d'AS nous n'en voulons pas, c'est pourquoi une demande avait été faite à la Direction Nationale pour que cet accord soit renégocié au plus près des districts. Une expérimentation dans un district choisi devait être lancée cette année en ce sens mais la direction nationale malgré ses engagements pris en AG fait machine arrière. Nous avons appris

mercredi 18 septembre que non seulement les contrats d'accord-cadre avec les compagnies de transports ne pouvaient plus être renégociés après cette date mais aussi que ces contrats nous engageaient désormais pour deux ans ! De tels agissements sont indignes d'une fédération comme la nôtre et il est grand temps de retrouver au sein de l'UNSS un fonctionnement démocratique sans lequel le sport scolaire court à sa perte...

Après le déficit record de 12.3 millions d'euros sur l'exercice précédent, notre Direction Nationale a choisi d'augmenter le prix des cotisations (l'affiliation, avec une augmentation de 20 euros passe à 100 euros et pour les licences le prix augmente de +9%) pour tenter de rééquilibrer son budget. Cela revient à dire que ce sont nos AS et nos adhérents qui vont éponger les dettes de la DN inhérentes à des choix budgétaires discutables. Et dans le même temps les services régionaux, départementaux et les districts doivent se serrer la ceinture en raison des baisses de crédits alloués par la direction nationale. Et cela frôle carrément l'indécence quand nous apprenons qu'en même temps les rémunérations des plus haut-es dirigeant-es nationaux ont augmenté de 13.4 % !

12 millions d'euros ce n'est ni plus ni moins l'enveloppe allouée au dispositif « 2h de sport » dont on sait seulement que cette somme n'aurait pas été utilisée dans sa totalité... Pour le reste c'est encore la plus grande opacité. Pas de contrôle durant l'année, pas de bilan en fin d'année alors que ce dispositif entre en concurrence directe avec nos AS, renforce les inégalités territoriales et impacte les emplois du temps et l'occupation des équipements.

Alors que la subvention ministérielle de 3.8 millions d'euros n'a pas été augmentée depuis 2018 il est temps que notre gouvernement participe de façon plus sonnante et trébuchante à l'héritage olympique dans notre pays ! (3,8 millions d'euros cela représente 3,20 par élève voilà la part financière de l'État dans la gestion de nos rencontres !

La politique n'est-elle pas avant tout une affaire de choix et de priorités ?

Pour terminer sur une touche positive, et alors que ces dernières sont en baisse dans d'autres académies, nous nous réjouissons de voir que le nombre d'IMP allouées aux coordonnateurs de district reste stable dans l'Académie de Versailles. Même si nous savons toutes et tous qu'elle est loin d'être à la hauteur des heures consacrées par nos coordos à animer et faire fonctionner nos districts, cette enveloppe montre la reconnaissance de l'institution pour le travail des coordonnateurs et coordonnatrices de district.

Enfin, alors que le travail autour du futur PDDSS s'annonce pour cette année, le SNEP-FSU-91 souhaiterait pouvoir être associé, comme le sont les élu-es des AS91, aux temps de travail collectif avec les coordonnateurs de districts. Cela a déjà été le cas par le passé et nous souhaitons pouvoir renouer avec ces pratiques démocratiques.

Merci pour votre écoute

*Marjorie Bounhol et Eric Olivero, Représentant-es SNEP-FSU-91*